



Date de dépôt : 25 novembre 2025

Rapport

de la commission des finances chargée d'étudier le projet de loi du Conseil d'Etat accordant une aide financière d'un montant total de 11 976 230 francs aux associations Groupe santé Genève (6 650 000 francs), Dialogai (3 658 080 francs), PVA (720 000 francs) et Boulevards (948 150 francs) pour les années 2025 à 2028

Rapport de majorité de Sandro Pistis (page 5)

Rapport de première minorité de Jacques Béné (page 23)

Rapport de seconde minorité de Michael Andersen (page 27)

Projet de loi (13678-A)

accordant une aide financière d'un montant total de 11 976 230 francs aux associations Groupe santé Genève (6 650 000 francs), Dialogai (3 658 080 francs), PVA (720 000 francs) et Boulevards (948 150 francs) pour les années 2025 à 2028

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 1 Contrats de prestations

¹ Les contrats de prestations conclus entre l'Etat et les associations Groupe santé Genève, Dialogai, PVA-Genève (ci-après : PVA) et Boulevards sont ratifiés.

² Ils sont annexés à la présente loi.

Art. 2 Aide financière

¹ L'Etat verse, au sens de l'article 2 de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, des aides financières monétaires d'exploitation d'un montant annuel total de 2 988 255 francs en 2025, 2 992 072 francs en 2026, 2 995 966 francs en 2027 et 2 999 937 francs en 2028, réparties comme suit :

- a) Association Groupe santé Genève, un montant annuel de 1 662 500 francs ;
- b) Association Dialogai, un montant annuel de 914 520 francs ;
- c) Association PVA, un montant annuel de 180 000 francs ;
- d) Association Boulevards :
 - 231 235 francs en 2025,
 - 235 052 francs en 2026,
 - 238 946 francs en 2027,
 - 242 917 francs en 2028.

² Dans la mesure où ces aides financières ne sont accordées qu'à titre conditionnel au sens de l'article 25 de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, leur montant fait l'objet d'une clause unilatérale de chaque contrat de prestations. Cette clause peut être modifiée par décision du Conseil d'Etat dans les cas visés par l'article 8, alinéa 2.

Art. 3 Programme

¹ Ces aides financières sont inscrites au budget annuel de l'Etat voté par le Grand Conseil sous le programme K03 « Sécurité sanitaire, promotion de la santé et prévention » pour un montant total de 2 788 255 francs en 2025, 2 792 072 francs en 2026, 2 795 966 francs en 2027 et 2 799 937 francs en 2028, et sous le programme C01 « Mesures et soutien financier individuel en matière d'action sociale » pour un montant annuel total de 200 000 francs.

² Les montants sont répartis sous les rubriques suivantes :

- 06172111 363600, projet S180330000 Groupe santé Genève pour un montant annuel total de 1 662 500 francs ;
- 06172111 363600, projet S180310000 (département de la santé et des mobilités) Dialogai pour un montant annuel total de 714 520 francs ;
- 08021100 363600, projet S170480000 (département de la cohésion sociale) Dialogai pour un montant annuel total de 200 000 francs ;
- 06172111 363600, projet S180410000 PVA pour un montant annuel total de 180 000 francs ;
- 06172111 363600, projet S180280000 Boulevards pour un montant annuel total de 231 235 francs en 2025, 235 052 francs en 2026, 238 946 francs en 2027 et 242 917 francs en 2028.

Art. 4 Durée

Le versement de ces aides financières prend fin à l'échéance de l'exercice comptable 2028. L'article 8 est réservé.

Art. 5 But

Ces aides financières doivent permettre de réduire les risques et inégalités de santé affectant les personnes en situation de vulnérabilité, notamment les populations fragilisées par des conditions d'existence marquées par différentes formes de précarité et de discrimination.

Art. 6 Prestations

L'énumération, la description et les conditions de modifications éventuelles des prestations figurent dans le contrat de droit public.

Art. 7 Contrôle interne

¹ Les bénéficiaires des aides financières doivent respecter les principes relatifs au contrôle interne prévus par la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013.

Art. 8 Relation avec le vote du budget

¹ Les aides financières ne sont accordées qu'à la condition et dans la mesure de l'autorisation de dépense octroyée par le Grand Conseil au Conseil d'Etat dans le cadre du vote du budget annuel.

² Si l'autorisation de dépense n'est pas octroyée ou qu'elle ne l'est que partiellement, le Conseil d'Etat doit adapter en conséquence le montant des aides financières accordées, conformément à l'article 2, alinéa 2.

Art. 9 Contrôle périodique

Un contrôle périodique de l'accomplissement des tâches par les bénéficiaires de chaque aide financière est effectué, conformément à l'article 22 de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, par le département de la santé et des mobilités et par le département de la cohésion sociale.

Art. 10 Lois applicables

La présente loi est soumise aux dispositions de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, aux dispositions de la loi sur la gestion administrative et financière de l'Etat, du 4 octobre 2013, ainsi qu'aux dispositions de la loi sur la surveillance de l'Etat, du 13 mars 2014.

RAPPORT DE LA MAJORITÉ

Rapport de Sandro Pistis

La commission des finances a étudié ce projet de loi 13678, lors de ses séances tenues en 2025, soit les 3, 17 et 24 septembre ainsi que le 29 octobre.

La présidence a été assurée par M. Jacques Béné puis par M^{me} Emilie Fernandez.

Les procès-verbaux ont été rédigés avec célérité et exactitude par M^{me} Emilie Gattlen.

L'organisation des séances a été assurée par M. Raphaël Audria, secrétaire scientifique. Qu'ils soient ici tous remerciés pour la qualité de la prestation fournie tout au long des travaux.

Un financement nécessaire pour aider une partie de notre population

Ce projet de loi vise à pérenniser les activités de quatre associations, Groupe santé Genève, Dialogai, Personnes Vivant Avec (PVA) et Boulevards, quatre partenaires de l'Etat incontournables et nécessaires pour assurer des prestations à une partie de notre population, particulièrement vulnérable.

Le plus gros financement de ce projet de loi, soit **6 650 000 francs**, concerne Groupe santé Genève qui a été fondé en 1987. Cette association, tout comme les autres, est également financée par d'autres institutions publiques de notre canton. Son activité est de donner un accès à la santé à tous, mais également la lutte contre les inégalités de santé ainsi que la prévention et la promotion liées à son champ d'activité.

Quant aux trois autres associations, le rayon d'activité se concentre plus spécifiquement sur des problématiques de prostitution.

Audition de M. Pierre Maudet, conseiller d'Etat, DSM, et de M. Panteleimon Giannakopoulos, directeur général, office cantonal de la santé

M. Maudet explique que ce contrat de prestations concerne quatre entités bien connues à Genève, qui s'inscrivent dans une filiation relativement ancienne dans le domaine de la santé sexuelle et de la réduction des inégalités dans la santé. Le total du contrat de prestations est d'environ 12 millions de francs, en progression de l'ordre de 2 millions supplémentaires. Les motifs et

les réalités recouvertes par cette augmentation seront détaillés par M. Giannakopoulos.

Le Conseil d'Etat est sensible à l'activité de ces associations, qui couvrent de larges angles morts, et qui sont capables de s'adapter à des situations nouvelles. Le Groupe santé Genève, anciennement Groupe sida Genève, prend la part du lion, soit un peu plus de la moitié. Cette association joue un rôle déterminant dans la prise en charge d'une population particulièrement vulnérable, qui échappe au dispositif ordinaire. Elle rend de grands services à cet égard, et permet de détecter le plus tôt possible et de traiter des situations qu'on ne souhaite pas voir dégénérer. Les autres associations sont Dialogai, Personnes Vivant Avec (PVA) et Boulevards, cette dernière traitant plus spécifiquement des problématiques de prostitution.

Le DSM sollicite le soutien à ce contrat de prestations, qui couvre quatre ans. M. Maudet propose de laisser la parole à M. Giannakopoulos, qui évoquera plus en détail les populations concernées, puis de répondre aux questions.

M. Giannakopoulos indique que le Groupe santé Genève, qui est l'héritier de ce qui a été fait à la fin des années 1990 autour du VIH, a changé considérablement de population, mais aussi de type de sollicitations. Une augmentation très significative des personnes qui frappent à sa porte a en outre été constatée. Cette association est le partenaire principal du canton dans le sens où c'est la seule qui ne concerne pas uniquement des personnes avec une particularité en termes d'orientation sexuelle ou d'identité de genre, mais qui prend en charge le tout-venant. La population concernée, constituée notamment de « working poor » et d'un nombre important de personnes qui renoncent aux soins à cause de la quote-part et de la franchise, augmente en lien avec une précarité financière grandissante. Cela n'a rien à voir avec des difficultés d'intégration ou d'acceptation en lien avec l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, mais beaucoup plus avec une précarité financière prononcée. L'association a été suivie par le département tout au long de son parcours, et il est vrai que c'est une mutation identitaire pour eux, car ils doivent s'occuper des besoins de santé d'une nouvelle population.

Ces besoins de santé se divisent en deux volets. Le premier est la promotion de la santé et le travail de prévention primaire et, dans certains cas secondaires, ce qui consiste en premier lieu à amener les personnes à consulter, à se faire vacciner, à avoir des consultations psychologiques de triage, avant d'aller plus loin. Plusieurs associations ont d'ailleurs demandé que le Groupe santé Genève centralise le premier triage médical, avant que les personnes soient admises pour un traitement au plus long cours, pour ceux qui peuvent et qui acceptent de le faire. Il faut souligner que le degré d'acceptation de l'intervention dans

le domaine des soins, pour cette population, n'est pas nécessairement élevé. Il l'est pour les personnes qui renoncent aux soins, mais moins pour d'autres, qui considèrent avec une certaine méfiance l'intervention des professionnels de santé dans leur trajectoire de vie.

Les autres partenaires concernent des populations très précises qui ont aussi, au niveau financier, des profils très différents. Dialogai mène un travail principalement autour de la population gay. Il est moins question pour cette association de précarité, mais plus d'une orientation précise et d'un changement de registre progressif par rapport au regard porté sur les personnes gays. Les prestations sont sensiblement les mêmes dans tous les groupes et tournent autour de la santé et de la sensibilisation vis-à-vis de la santé globale et de la santé sexuelle. Ce sont des choses qui semblent basiques, mais il y a un besoin d'accompagnement de ces personnes.

PVA, qui est l'héritier conceptuel de ce qu'était le Groupe VIH, est très centré sur les problématiques liées au sida et à ses impacts aujourd'hui. Contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, cette maladie n'a pas disparu du tout, et des tendances à l'augmentation sont même constatées dans certaines populations. Toutes les questions autour des thérapies et de l'accès aux thérapies préventives sont gérées en collaboration avec PVA.

Le dernier groupe, à savoir Boulevards, est le seul qui concerne les travailleurs du sexe. Cette association offre un accueil nocturne aux travailleurs du sexe, qui leur permet aussi d'être sensibilisés en termes de prévention et de trouver des conseils liés à des préoccupations notamment de deux types, à savoir psychiatriques, d'une part, et gynécologiques, d'autre part, en lien avec les maladies sexuellement transmissibles.

Ces associations sont des partenaires de l'Etat depuis longtemps, avec cependant une modification notable du périmètre pour le plus important d'entre eux, à savoir le Groupe santé Genève.

Une députée Verte revient sur les propos de M. Giannakopoulos, qui disait que plusieurs associations avaient demandé un regroupement sous le Groupe santé Genève. Elle demande ce qu'il en est de Pro Mente Sana ou de Minds, par exemple.

M. Giannakopoulos précise que cela concerne essentiellement des associations qui viennent du domaine de la santé sexuelle, et pas du volet santé mentale. C'est un autre chapitre, qui préoccupe aussi beaucoup vu la situation actuelle à Genève, mais qui n'est pas en lien direct avec la problématique de la santé sexuelle et qui fonctionne de manière indépendante.

Un député du Centre revient sur le périmètre élargi mentionné pour le Groupe santé Genève. Il demande si c'est ce qui justifie l'augmentation de 17%

de la contribution et si les 2 millions supplémentaires reviennent essentiellement au Groupe santé Genève.

M. Giannakopoulos explique que l'augmentation concerne essentiellement la population du Groupe santé Genève. Il y a une partie quantitative, qui est suivie de près, mais aussi une partie qualitative. Les cas sont devenus plus complexes, avec des multimorbidités. Cela a pu être quantifié et démontré. L'augmentation quantitative concerne donc en premier lieu le Groupe santé Genève, mais le reste est lié à la complexité des cas. Ce n'est d'ailleurs pas une nouveauté. Cet état de fait est remonté par plusieurs autres associations, y compris hors de la santé sexuelle, et cela tient aussi au fait que le tissu social est aujourd'hui beaucoup plus effrité.

M. Maudet indique qu'il y a une ventilation. En chiffres absolus, le Groupe santé Genève représente la plus grosse part. Sur l'augmentation de 2 millions, 1,1 million va au Groupe santé Genève, 100 000 francs (+3%) à Dialogai, 126 000 francs à PAV et 208 000 francs à Boulevards.

Un député Vert demande ce qu'il en est d'Aspasie, qui s'occupe aussi de la santé sexuelle des travailleurs du sexe.

M. Giannakopoulos explique que leur partenaire principal est la Ville de Genève. A noter qu'Aspasie était partie prenante à la démarche visant à avoir une porte d'entrée pour les urgences médicales au Groupe santé Genève.

Le président demande que les montants du dernier contrat de prestations soient rappelés, pour les quatre associations.

M. Maudet rappelle les chiffres pour la période 2021-2024 : Groupe santé Genève 5,5 millions ; Dialogai 3,5 millions ; PAV 600 000 francs ; et Boulevards 740 000 francs.

Audition de M^{me} Anne Saturno, directrice, Groupe santé Genève, de M^{me} Emma Courtaigne, chargée de la recherche de fonds, Groupe santé Genève, et de M. Julien Martin, représentant fiduciaire du Groupe santé Genève

M^{me} Saturno souligne que le Groupe santé Genève, autrefois Groupe sida Genève, a connu beaucoup d'évolutions et est confronté à de nouvelles réalités de terrain. L'association a été créée en 1987 ; sa mission était alors la lutte contre le VIH et les IST, soit un enjeu de santé publique spécifique, avec une délégation de l'Etat pour des actions d'information à la population générale, de promotion et de prévention, de soutien des personnes séropositives jusqu'à la fin de vie, et de sensibilisation contre la stigmatisation.

Le public a été défini par l'évolution de l'épidémie, avec d'abord une population générale puis, dès 1996, des populations dites à risques, avec trois groupes cibles : les personnes avec un parcours migratoire, les HSH et les travailleurs du sexe. Il y a également eu des changements dus aux avancées scientifiques, avec un accès aux ARV élargi et le fait que les traitements, s'ils sont bien pris, rendent le virus intransmissible et indétectable.

A noter que, en 2019-2020, la pandémie a touché tout le monde, ce qui a augmenté la difficulté d'accès aux prestations de santé. Cela concerne particulièrement, pour le Groupe santé Genève, des personnes selon leur statut de séjour, leurs moyens financiers, la disponibilité ou non des traitements dans les pays d'origine, et les mauvaises expériences dans d'autres structures.

En 2020-2021, après la pandémie, le constat a été fait que les personnes qui venaient au Groupe santé Genève n'étaient plus seulement des personnes séropositives, mais des personnes qui cumulaient des facteurs de vulnérabilité. Le Groupe sida Genève est devenu le Groupe santé Genève avec une mission élargie à la santé globale pour les personnes vulnérabilisées. L'approche est donc désormais globale, et porte sur la santé physique générale (maladies non transmissibles), en plus de la santé sexuelle, et de la santé mentale.

Les tâches déléguées par l'Etat sont toujours des actions d'information de la population générale, de promotion et de prévention, de conseil et d'accompagnement, mais aussi beaucoup d'orientation et de renforcement de la capacité d'agir. Le public est maintenant défini par l'enjeu d'accès aux prestations de santé, et concerne toute personne qui connaît des difficultés d'accès à la santé ou aux prestations de santé. Le Groupe santé Genève est non identitaire et se focalise sur les inégalités de santé.

Ces changements doivent être mis en regard du montant de la subvention. En 2013-2016, le montant de la subvention était de 1,743 million, pour la lutte contre le VIH et les IST principalement. Ensuite, il y a eu une diminution linéaire durant la période 2017-2020 (-24%), puis le montant de 1,33 million est resté le même entre 2021 et 2024, en dépit de l'élargissement de la mission. Le présent contrat de prestations porte sur une subvention annuelle de 1,662 million pour 2025-2028 (+25%).

Les prestations fournies aujourd'hui par le Groupe santé Genève se divisent en quatre pôles. Le premier est le pôle médical, avec des dépistages d'IST, mais aussi de facteurs de risque cardiovasculaire. Les consultations, qui sont des consultations de premier recours, sont assurées par des médecins, des infirmières et des psychologues. A cela s'ajoutent des activités non médicales, qui agissent en faveur de la santé, telles que l'activité physique adaptée, le yoga ou la nutrition.

Le pôle social offre des évaluations socioéconomiques, un accompagnement dans le parcours administratif notamment pour les réaffiliations LAMal et des demandes financières pour les personnes concernées, afin de payer leurs laboratoires, leurs primes, franchises et quotes-parts, ou encore leurs traitements.

Le pôle social travaille en étroite collaboration avec le pôle juridique, qui agit en parallèle sur les questions de statut de séjour, de manière à faire en sorte que les personnes puissent ouvrir leurs droits.

Enfin, la santé communautaire est la marque de fabrique du Groupe santé Genève. Il s'agit de la santé avec et dans les communautés. Un important travail hors murs est effectué, notamment à travers des actions de dépistage, de sensibilisation, etc. Des actions sont aussi proposées par et pour les communautés, en lien avec la santé.

Le Groupe santé Genève est une solution de dernier recours puisque le principe de subsidiarité s'applique. Cela signifie qu'il est fait en sorte que les personnes aient accès à tout ce à quoi elles ont droit (UMSCOM, Hospice général), avant qu'elles entrent dans le parcours de santé de l'association. Les profils sont ceux de personnes non assurées, européennes ou extra-européennes, de personnes assurées précarisées financièrement, avec des franchises élevées ou basses, ou encore de personnes qui sont hors du système, notamment des groupes marginalisés comme les travailleurs du sexe, les personnes LGBTIQ+, celles qui ont un parcours migratoire, qui connaissent des violences, des addictions, et toutes celles qui priorisent d'autres besoins (se loger, se nourrir).

La mission de l'association est de favoriser l'accès à la santé pour tous. Les personnes qui ont une assurance, mais sont précarisées peuvent avoir accès à leur médecin de ville, aux HUG ou dans les maisons de santé, ou à des associations spécialisées telles que Dialogai pour les personnes LGBTIQ+, par exemple. Les personnes non assurées extra-européennes peuvent être orientées à l'UMSCOM. Si ces autres structures ne peuvent pas être sollicitées parce que les personnes ne remplissent pas les critères, mais qu'elles sont précarisées avec ou sans assurance et qu'elles renonceraient aux soins sans le Groupe santé Genève, alors l'association les prend en charge, comme une solution de dernier recours, pour qu'elles puissent accéder aux soins.

En chiffres, l'association a connu des augmentations significatives de sa file active et des demandes pour les différentes prestations proposées. De plus en plus de structures réorientent des personnes vers le Groupe santé Genève, ce qui était moins le cas auparavant. La prise de contact pour avoir des informations et l'accès aux prestations a également augmenté, de même que

toutes les consultations, tous pôles confondus. Les demandes d'aides financières en lien avec la santé sont également en hausse.

Le Groupe santé Genève est interpellé par les nouveaux profils que l'association voit arriver : les personnes sans assurance-maladie ont augmenté de 13% à 19%. De plus, les cas complexes ont explosé (+197%). Ce sont des personnes qui cumulent des facteurs de vulnérabilité et qui nécessitent une prise en charge pluridisciplinaire pour agir sur les différents déterminants de la santé, pour trouver la solution la mieux adaptée et permettre une réorientation ciblée. Il est à relever que les personnes disposant d'une franchise à 300 francs constituaient 5% des usagers du Groupe santé Genève en 2023, et qu'elles sont maintenant 48%. Cela a alerté l'association, qui en a fait part à l'OCS. Un examen plus poussé a permis de déterminer que ces personnes, qui ne font pas du tout partie du public du Groupe santé Genève a priori, sont en majorité au bénéfice d'un bail et de revenus stables. Elles viennent consulter pour la santé mentale, mais aussi pour des demandes d'aide financière, dont 20% concernent les franchises et quotes-parts, et 9% les Colis du Cœur, donc l'aide alimentaire urgente. Ces personnes viennent également beaucoup pour des consultations de médecine générale en début d'année.

La spécificité du Groupe santé Genève est une prise en charge pluridisciplinaire, rapide et simplifiée, avec un accès bas seuil et un travail hors murs, coordonné avec le réseau. Le fait d'avoir quatre pôles réunis sous un même toit permet en outre de décomplexifier le parcours de santé, d'agir de manière efficiente, et d'éviter les ruptures de parcours, dans le sens où les personnes qui doivent cumuler les portes d'entrée s'y perdent parfois et finissent par renoncer. La pluridisciplinarité permet le case management coordonné de cas complexes.

Par ailleurs, le Groupe santé Genève étant subsidiaire, tout un travail d'évaluation socioéconomique et d'orientation est effectué, afin de rediriger les personnes selon leur profil et de cibler la prise en charge la plus adaptée dans le réseau. La proximité et le travail hors murs permettent en outre de mutualiser les ressources.

Le Groupe santé Genève agit sur les déterminants sociaux de la santé, à l'intersection de deux politiques publiques, la santé et le social. Ici, la subvention se trouve dans un projet de loi dédié à la santé sexuelle pour des raisons historiques, comme cela a déjà été dit. Petit à petit, l'association s'oriente toutefois vers des thématiques clés de précarité et de santé générale.

Les objectifs et les actions du Groupe santé Genève qui permettent d'y répondre sont présentés brièvement. Cela inclut la promotion et la prévention, l'accès aux soins de base, la réduction du recours aux soins aigus grâce au

travail de prévention et d'orientation ciblée, et le renforcement de la coordination des soins dans le réseau.

En conclusion, les constats de terrain sont une augmentation de la précarité et des besoins en santé, une évolution des profils qui interpelle, et une complexification des cas et des situations. L'augmentation de la précarité est d'ailleurs également constatée par les partenaires. Quant à la complexification des cas, elle implique une prise en charge de plus en plus longue. Le projet de loi et la subvention visent à financer les actions et prestations qui répondent aux réalités et aux besoins croissants des publics visés.

Un député du Centre demande quel commentaire ferait M^{me} Saturno sur la situation sociétale actuelle.

M^{me} Saturno indique que l'association constate une augmentation de la précarité, qui est également observée par ses partenaires de terrain. La situation des working poors questionne particulièrement. Ce sont des personnes qui n'arrivent plus à joindre les deux bouts avec les assurances, et qui demandent des aides alimentaires. C'est un élargissement des profils, par rapport à ceux que le Groupe santé Genève avait l'habitude d'accueillir.

Un député du Centre demande quelle est l'origine des personnes qui recourent à l'association et si un changement est constaté à ce niveau-là également. Il demande si la population genevoise, historiquement, est majoritaire. Il souhaiterait savoir combien de personnes travaillent au Groupe santé Genève et à quel endroit est située l'association. Il demande également comment les choses se passent au niveau budgétaire, eu égard notamment au fait qu'une personne s'occupe d'aller chercher des fonds.

M^{me} Courtaigne indique qu'il y a une augmentation des personnes sans assurance, qui sont souvent non suisses, européennes ou extra-européennes, mais tout le reste des personnes (donc 81%) sont suisses ou genevoises, ou au bénéfice d'un permis C.

M^{me} Courtaigne indique que la subvention de l'Etat est celle qui est concernée par ce contrat de prestations. A côté de cela, l'association mène une recherche de fonds active par projets. Il existait également une collecte de fonds dans la rue, qui a duré pendant sept ans et a généré un revenu non négligeable. Cet élément diminue petit à petit, car la collecte n'a pas été maintenue. La recherche de fonds se fait par projets auprès des bailleurs privés.

M^{me} Saturno ajoute que, actuellement, le Groupe santé Genève compte un peu plus de 14 ETP et se trouve aux Grottes, donc très proches de la gare, d'Aspasie et de Quai 9. Cette situation centrale est importante. Quant à la subvention, avec l'augmentation de 25% de ce contrat de prestations, elle représenterait 75% du budget total.

Un député Vert demande comment ont été choisies les différentes entités qui ont été intégrées (Boulevards, Dialogai, etc.). Aspasia a été mentionnée, mais n'est pas dans la structure. Il demande comment le choix des entités a été effectué.

M^{me} Saturno précise que ces autres associations ne sont pas intégrées dans la structure du Groupe santé Genève. PVA, Dialogai et Boulevards font partie du même projet de loi parce qu'elles sont historiquement toutes liées à la santé sexuelle. C'est une logique historique, mais ces associations ne sont pas intégrées.

M^{me} Saturno explique que la raison est historique. La collaboration est étroite, car ces associations travaillent en complémentarité, mais le Groupe santé Genève collabore aussi beaucoup avec le réseau précarité (hébergements d'urgence, CAPAS, etc.).

Le député Vert demande comment se passe la gouvernance et si un comité se réunit régulièrement.

M^{me} Courtaigne précise que les associations mentionnées ne sont pas des sous-entités du Groupe santé Genève, mais des structures complètement séparées juridiquement. Le Groupe santé Genève est une association non identitaire en lien strictement avec la santé, alors que les autres associations s'adressent à des publics spécifiques ou à des problématiques de métiers spécifiques. Ce sont traditionnellement les publics cibles de la lutte contre le VIH. C'est la raison pour laquelle une enveloppe commune avait été prévue à l'époque. Le Groupe santé Genève continue évidemment de travailler avec ces associations, même si des évolutions sont intervenues. Reste que, en termes de gouvernance, les structures sont complètement séparées. Chaque association a son propre comité, et les collaborations se font en fonction des besoins.

M^{me} Saturno précise que des séances de travail et des contacts ont lieu de manière régulière.

Un député PLR se réfère aux autres organes subventionneurs. Il demande si la fondation qui n'aime pas qu'on donne son nom en fait partie et, si ce n'est pas le cas, il souhaiterait savoir pourquoi.

M^{me} Saturno explique que le Groupe santé Genève a pu bénéficier du soutien de cette fondation pendant trois ans pour renforcer et réorganiser le pôle médical.

M^{me} Courtaigne ajoute que cette fondation fait partie des organismes auxquels des demandes d'aide individuelle sont adressées.

Une députée Verte observe que le travail de l'association est complémentaire à celui d'autres entités, comme les HUG ou l'Hospice général.

Elle demande comment se passe la coordination avec ces organismes, s'il y en a une.

M^{me} Saturno indique que la coordination n'est pas formalisée. Des séances de rencontres avec les différents acteurs sont organisées par le service du médecin cantonal, qui offrent des espaces d'échange de bonnes pratiques, mais il n'existe pas vraiment de coordination globale. Le Groupe santé Genève a des contacts avec des infirmières de terrain et avec les chefs de service, par exemple de la consultation VIH, et des projets pilotes sont menés avec l'Hospice général, mais rien n'est officialisé.

M^{me} Courtaigne fait référence à un projet spécifique avec l'Hospice général.

M^{me} Saturno explique qu'il s'agit là d'un mandat que l'Hospice général a donné au Groupe santé Genève, qui vise l'activité physique adaptée pour les bénéficiaires de l'Hospice. C'est un projet à part.

Une députée Verte imagine que les 14 ETP sont composés en partie d'infirmières et de travailleurs sociaux. Elle demande si l'association rencontre des difficultés de recrutement et si l'Hospice général et les HUG sont des concurrents en la matière.

M^{me} Saturno indique que l'équipe est pluridisciplinaire et comprend des juristes, des avocats, des travailleurs sociaux, des maîtres physiques adaptés, des infirmiers, et un médecin. Pour ce qui est du médecin, vu la grille salariale de l'association, c'est clairement difficile.

La même députée demande si, dans les négociations qui ont eu lieu ces derniers mois, c'est un élément qui a été mentionné. Il serait intéressant qu'il y ait une prise de conscience sur le fait que les associations de terrain doivent faire la même chose que les autres, mais avec des salaires qui ne sont pas concurrentiels vis-à-vis de ceux de l'Etat. Elle demande si les interlocuteurs de l'association à l'Etat l'entendent.

M^{me} Saturno explique que le timing n'a pas permis cette discussion. Elle-même est entrée en fonction en mars 2022 et le contrat de prestations actuel, pour 2025, a été finalisé en 2023. Le temps qu'elle prenne ses marques et que tout le travail analytique soit mené, la question ne s'est pas posée, d'autant plus qu'un médecin était déjà présent. Cela, comme d'autres choses, n'a donc pas été pris en compte au moment de la réalisation du contrat de prestations, mais c'est le cas maintenant. L'OCS l'entend et aide l'association à trouver des solutions.

Un député du PS observe que la présentation a bien montré que les besoins ne cessent d'augmenter et que les cas sont de plus en plus complexes. Il pourrait toutefois y avoir des propositions pour maintenir le budget tel qu'il

était en 2024, sans entrer en matière sur une augmentation pour 2025. Il demande quelles seraient les conséquences concrètes pour le Groupe santé Genève. Il demande si les personnes qui ont recours aujourd'hui au Groupe santé Genève iraient aux HUG tôt ou tard, si le budget de 2024 était maintenu.

M^{me} Saturno indique que le Groupe santé Genève a fait plus avec moins, et c'est la force des associations, jusqu'à une certaine mesure. Cela dit, là, ce ne serait plus possible. Les finances ne le permettent pas. Le comité devrait donc faire des choix stratégiques, qui toucheront peut-être le pôle médical, qui pèse le plus sur le budget en raison du salaire du médecin. L'association pourrait devoir y renoncer, alors même que tout le réseau reconnaît l'utilité d'avoir cette structure, qui reste moins chère que les HUG, et probablement plus efficace en termes de prévention et de diminution du recours aux soins aigus.

M^{me} Saturno indique que ces personnes iraient aux urgences quand la situation deviendrait vraiment ingérable. Ils ne viennent déjà au Groupe santé Genève que lorsque des douleurs deviennent insupportables. C'est une solution de dernier recours, dans l'urgence. Ces personnes renonceraient aux soins, jusqu'à ce que la situation soit telle qu'elles se retrouvent aux urgences, ce qui implique des soins plus importants avec des coûts plus importants.

Un député MCG se réfère à l'augmentation mentionnée des cas complexes, de +197%. Il demande en quoi cela consiste et si la complexité est médicale, ou si elle tient à un ensemble de facteurs, également sociaux.

M^{me} Saturno explique que les cas complexes, ce sont des personnes qui ont plusieurs déterminants de santé impactés. Ces déterminants sont ceux définis notamment par l'OCS. Cela peut être un problème de santé gynécologique, cumulé avec des problématiques de violences, de santé mentale, une absence de permis de séjour et des enfants à charge. L'équipe qui regroupe médecin, avocats et travailleurs sociaux se réunit pour analyser les enjeux médicaux, juridiques, sociaux, et décider de la priorité, c'est-à-dire du volet sur lequel travailler en premier pour débloquer la situation. Parfois, il n'y a pas de solution, et on arrive à la conclusion qu'il ne sert à rien de continuer la prise en charge s'il n'y a plus de voies de recours juridiques, par exemple.

M^{me} Courtaigne souligne que la spécialité du Groupe santé Genève est la prise en charge multidisciplinaire, et le fait d'avoir tout sous un même toit. Il existe évidemment des services juridiques ailleurs, mais les personnes prises en charge ne vont pas aller à une telle adresse dans trois jours. Au Groupe santé Genève, la prise en charge sur tous les fronts permet de débloquer quelque chose. Le parcours au Groupe santé Genève est d'un à deux ans en moyenne. Ensuite, les personnes peuvent aller ailleurs. Les cas complexes sont ceux qui

font appel aux trois ou quatre services en même temps, et ce sont souvent des personnes qui renoncent aux soins en raison de ces multiples facteurs.

Un député du Centre demande si les personnes qui passent au Groupe santé Genève arrivent donc à se stabiliser et à retrouver une vie sociale normale après deux ou trois ans.

M^{me} Courtaigne souligne que c'est l'objectif. Par exemple, les aides financières se font sur deux ans. Cela dit, il y a des personnes qui fréquentent le Groupe santé Genève depuis 30 ans, notamment les personnes séropositives, qui continuent de venir. En revanche, pour les prestations juridiques et sociales en lien avec la santé physique, le but n'est pas forcément que les personnes restent, même si certaines continuent de fréquenter les activités communautaires ou les groupes de parole, par exemple.

M^{me} Saturno ajoute que le travail juridique et social se fait en parallèle pour réaffilier, pour baisser la franchise, et réintégrer la personne dans le système. Ce sont des statistiques qui sont tenues par l'association.

Le président indique qu'il a envoyé un amendement aux commissaires, que M. Audria va distribuer en version papier. Cet amendement propose de revenir au montant de 2024, tel qu'il était au budget 2024. Ce projet de loi a été déposé le 13 août 2025 par le Conseil d'Etat, alors que 2025 était déjà amputé d'une bonne partie et que le Conseil d'Etat savait très bien que la commission ne pourrait pas le voter avant octobre ou novembre. C'est toujours le même problème : les commissaires ne cessent de dire au Conseil d'Etat de déposer les projets de lois avant, mais ce n'est visiblement pas entendu.

L'amendement du PLR revient simplement au montant de 2024. Il est souvent reproché aux commissaires de ne jamais rien proposer, et c'est ce que fait cet amendement, qui propose de rester au montant 2024. Il n'y a pas de baisse de prestations, contrairement à ce que certains peuvent dire, puisqu'on maintient ce qui était prévu en 2024.

S'il y a une volonté de la commission de modifier cet amendement pour que le montant de 2025 soit laissé tel qu'il est proposé dans le projet de loi, ce qui représenterait une augmentation de 435 131 francs, cela peut être envisagé. Si la commission vote l'amendement tel qu'il est proposé, les montants, qui ont sans doute déjà été versés par le Conseil d'Etat, ne viendraient même pas en dépassement de crédit, puisqu'il y a la base légale, et n'entreraient en vigueur que ce qui aurait été voté pour 2026-2028. Cela ne change pas grand-chose même si, au niveau législatif, ce n'est pas optimal. L'autre option serait que le président modifie l'amendement et le représente la semaine prochaine.

Le député du Centre signale qu'il prend connaissance de cet amendement et de la logique qui le sous-tend maintenant, même si le président l'avait

envoyé en début d'après-midi. Il souhaiterait que la commission ne vote pas cet après-midi. Cela mérite une réflexion, notamment au regard des discussions budgétaires à venir. Un député LJS soutient le report du vote à la prochaine séance.

Un député du PS indique que le groupe socialiste souhaiterait voter ce soir sur cet amendement, qui ne mérite pas d'être pris en considération. C'est bien une baisse de prestations effective que cet amendement engendre, puisque les besoins explosent, ce qui a été démontré encore aujourd'hui. Le groupe socialiste demande donc que le vote ait lieu ce soir sur cet amendement, qu'il refusera avant d'accepter le contrat de prestations.

Un député LJS demande s'il s'agit donc de reconduire le contrat de prestations précédent en termes de montant.

Le président confirme que c'est l'objectif de l'amendement tel qu'il est présenté. Cela dit, la subvention pour 2025 a probablement déjà été versée sur la base de ce contrat de prestations, ce qui est une erreur de la part du Conseil d'Etat, puisque le contrat de prestations n'était pas voté.

M. Fornallaz fait remarquer que le Conseil d'Etat a pu le faire sur la base du budget.

Une députée Verte s'inscrit dans la ligne de ce qu'a dit le député du PS. Elle souhaite ajouter que la précarité est croissante et que le travail effectué par ces associations est plus efficace et coûte moins cher, à travers le subventionnement, que le report qui serait engendré dans la mesure où ces personnes devront être prises en charge d'une manière ou d'une autre. Le travail de prévention, lui aussi, fait faire des économies à terme, et il évite que des gens finissent par arriver aux urgences en ayant besoin de soins nettement plus importants et coûteux. Du point de vue des Verts, l'idéal serait donc de voter aujourd'hui, étant précisé qu'ils refuseront la proposition d'amendement, que ce soit aujourd'hui ou la semaine prochaine.

Le député MCG relève que, dans un monde idéal, le pouvoir d'achat des Genevois ne serait pas en difficulté comme il l'est aujourd'hui, ce qui s'est encore vu au niveau de l'Hospice général et de l'augmentation des dépenses. Ce qui déplaît au MCG, ce n'est pas tant qu'on donne ces montants, mais qu'on soit obligé de le faire.

Dans le cas présent, l'explosion des demandes provient de personnes qui ont une franchise à 300 francs, et de personnes qui ont des baux à loyer. Ce sont des personnes intégrées dans la réalité genevoise et qui se trouvent en difficulté. Dans ce contexte, le MCG estime que le fait de proposer cet amendement n'est pas du tout pertinent. Il pense qu'il faut y renoncer, car cela causerait plus de tort qu'autre chose. Dans un monde idéal, ces dépenses ne

devraient pas être nécessaires, mais la pression économique est forte sur une bonne partie de la population.

En conséquence, le MCG refusera l'amendement, et il n'est pas opposé à un vote ce soir.

Une députée PLR observe que, à chaque fois qu'un département vient parler à la commission, c'est le même discours de multi-factorisation et d'explosion des coûts qui est tenu. Si le groupe PLR propose cet amendement, c'est pour revenir à ce qui existait et qui fonctionnait. Le discours par rapport au département de la santé et à l'hôpital est entendu, mais le PLR souhaiterait que les économies qu'il y aurait de l'autre côté se voient, plutôt que chaque département vienne parler de cette multi-factorisation sociale qui ne cesse d'exploser. Le PLR maintiendra cet amendement et accepte qu'une semaine soit laissée aux députés pour réfléchir.

Un député UDC indique que son groupe est également prêt à attendre la semaine prochaine, notamment à la lumière des discussions qui suivront la présentation du budget. Il faut voir la réalité en face. Bien entendu, il y a une certaine précarité d'un côté, mais il y a aussi une précarité budgétaire des finances du canton, qui n'arrive même plus à élaborer un PFQ équilibré et qui n'est pas en mesure de montrer qu'il parviendra à sortir du déficit admissible qui prend fin en 2027. Indépendamment du sujet des contrats de prestations qui seront soumis à la commission des finances, l'UDC n'entrera plus en matière sur une quelconque augmentation, tant que les budgets ne seront pas équilibrés. Toute augmentation et tout crédit supplémentaire sera refusé, peu importe la nature des futurs projets de lois et contrats de prestations soumis. En conclusion, les députés UDC soutiendront bien entendu l'amendement, que ce soit ce soir ou la semaine prochaine.

Le président met aux voix la demande de renvoi du vote à la semaine prochaine :

Oui : 8 (1 LJS, 2 UDC, 4 PLR, 1 LC)

Non : 7 (3 S, 2 Ve, 2 MCG)

Abstentions : –

Le renvoi à la semaine prochaine est accepté.

Le président prend note que ce point sera porté à l'ordre du jour de la semaine prochaine en point mobile.

Débats et votes

La présidente rappelle que l'ancien président PLR avait déposé un amendement sur ce projet de loi. Elle lui cède la parole.

Le député PLR constate tout d'abord que ce projet de loi a été déposé par le Conseil d'Etat le 13 août 2025, alors que le contrat de prestations concerne aussi 2025. Encore une fois, ce contrat de prestations est soumis au dernier moment, de sorte que les commissaires ne puissent pas remettre en cause les montants engagés. Il indique, ensuite, que l'objectif de son amendement est de revenir au niveau de 2024 pour les années 2026 à 2028. L'année 2025 n'est pas concernée, dans la mesure où elle est déjà quasiment terminée et où les montants ont été validés dans le cadre du budget 2025.

Un député du PS relève que le député PLR a eu la sagesse de ne pas dire cette fois-ci que, à travers cette baisse, les prestations resteraient inchangées. En effet, le Groupe santé Genève a expliqué lors de son audition à quel point l'association fait face à une croissance démesurée des besoins. Le fait de retrancher 1,328 million au contrat de prestations revient bien à couper dans les prestations, qui plus est à destination d'un public particulièrement fragile. Cette proposition est choquante.

Un député UDC rappelle, comme il l'avait déjà annoncé lors d'une précédente séance, que l'UDC refusera toute augmentation sur des contrats de prestations, quels qu'ils soient, à moins que le département concerné ne fasse des choix et propose une compensation sur un autre contrat de prestations ou une autre entité.

Le député LJS rejoint les propos de son collègue de l'UDC de façon générale. Toutefois, il rappelle que, lorsque le DIP avait coupé de façon unilatérale dans le contrat de prestations des HES, après que ce dernier avait été validé, les députés avaient trouvé la manière un peu forte. Or, ils se retrouvent aujourd'hui dans la même situation, puisqu'ils doivent décider de couper dans un contrat de prestations qui a déjà été discuté. L'intéressé relève qu'il n'est effectivement pas normal de discuter en novembre d'un contrat de prestations qui porte sur l'année en cours, mais, dans ce cas précis, LJS rejettera l'amendement.

Un député Vert considère que, dans tout processus budgétaire, il faut d'abord identifier les besoins, puis discuter de savoir s'ils sont satisfaits de manière efficace par l'Etat. En l'occurrence, les besoins sont là et, s'ils ne sont pas couverts, cela correspond bien à une baisse de prestations. Or, il avait été promis, avec la baisse d'impôt, qu'il n'y aurait pas de baisse de prestations. Il se dit choqué qu'on essaie de le faire via cet amendement, que les Verts refuseront.

En réponse, un député PLR se dit quant à lui choqué d'entendre des propos consistant à dire qu'on baisserait des prestations en raison de la baisse d'impôt. Les chiffres montrent que les recettes fiscales des personnes physiques sont au niveau de l'exercice précédent, et il n'y a donc pas de lien entre ces deux éléments. La conjoncture économique devient extrêmement difficile et, en conséquence, l'Etat n'a plus les mêmes moyens. Il faut en tenir compte et distribuer des prestations en fonction des moyens réellement à disposition. Le PLR considère qu'il faut être responsable et raisonnable, et maintenir les coûts à leur niveau antérieur, ce qui ne constitue pas une baisse.

Une députée du PS souligne qu'il est absolument évident que, si la commission accepte l'amendement, et qu'elle ne vote donc pas ce contrat de prestations tel qu'il a été présenté par le Conseil d'Etat, il y aura des baisses de prestations qui sont aujourd'hui développées par ces différentes associations. Lors de son audition, le Groupe santé Genève a dit clairement que, si on revenait aux montants antérieurs, un certain nombre de prestations ne seront plus financées et seront interrompues. Ce sont, de plus, des prestations de soutien à des personnes vulnérables, qui n'ont pas accès au réseau de soins et de santé usuel et qui dépendent des prestations développées par ces associations pour avoir accès aux soins de base, aussi dans une logique de prévention et d'amélioration de la santé globale de la population. Il est certain que cet amendement, s'il est voté, mènera à une réduction des prestations par rapport à celles actuellement fournies.

Un député PLR propose de voter son amendement comme amendement général. Cette proposition ne suscite aucune objection.

Votes

1^{er} débat

La présidente met aux voix l'entrée en matière du PL 13678 :

Pour : 15 (2 UDC, 4 PLR, 1 LC, 2 MCG, 1 LJS, 2 Ve, 3 S)

Contre : –

Abstentions : –

L'entrée en matière est acceptée.

2^e débat

La présidente procède au vote du 2^e débat.

Un député PLR propose un amendement général.

La présidente met aux voix l'amendement :

Projet de loi accordant une aide financière d'un montant total de 10 647 627 francs aux associations Groupe santé Genève (5 652 866 francs), Dialogai (3 583 074 francs), PVA (652 482 francs) et Boulevards (786 205 francs) pour les années 2025 à 2028.

Pour : 7 (2 UDC, 4 PLR, 1 LC)

Contre : 8 (2 MCG, 1 LJS, 2 Ve, 3 S)

Abstentions : –

L'amendement est refusé.

Titre et préambule	pas d'opposition, adopté
Art. 1	pas d'opposition, adopté
Art. 2	pas d'opposition, adopté
Art. 3	pas d'opposition, adopté
Art. 4	pas d'opposition, adopté
Art. 5	pas d'opposition, adopté
Art. 6	pas d'opposition, adopté
Art. 7	pas d'opposition, adopté
Art. 8	pas d'opposition, adopté
Art. 9	pas d'opposition, adopté
Art. 10	pas d'opposition, adopté

3^e débat

La présidente met aux voix l'ensemble du PL 13678 :

Pour : 9 (1 LC, 2 MCG, 1 LJS, 2 Ve, 3 S)

Contre : 6 (2 UDC, 4 PLR)

Abstentions : –

Le PL 13678 est accepté.

C'est à une courte majorité que ce projet de loi n'a pas été amputé de presque 1,4 million de francs, comme le souhaitait le PLR, via son amendement.

Celui-ci avait pour mission principale de revenir au financement de 2024, et ce pour les années 2026 à 2028, rendant ainsi grandement difficile la continuité des prestations que fournissent ces quatre associations.

Dès lors, vous l'aurez compris, la majorité de la commission a pris ses responsabilités pour que ces associations puissent garantir la continuité des services et pour permettre tout au long de ces prochaines années leur bon fonctionnement et la délivrance des prestations attendues par une catégorie de Genevois.

Et c'est au nom de cette majorité responsable que vous êtes invités à soutenir, sans modification, le projet de loi tel que sorti de la commission des finances.

Date de dépôt : 21 novembre 2025

RAPPORT DE LA PREMIÈRE MINORITÉ

Rapport de Jacques Béné

Le projet de loi 13678 a été déposé par le Conseil d'Etat le 13 août 2025, soit tardivement, alors que l'année 2025 était déjà bien entamée. Cette pratique récurrente place le parlement devant le fait accompli, empêchant toute remise en cause des montants engagés pour l'année en cours. La minorité considère que cette manière de procéder n'est pas acceptable et nuit à la qualité du contrôle parlementaire.

Le projet de loi **prévoit une augmentation substantielle des aides financières accordées aux associations concernées**, soit près de 2 millions de francs supplémentaires par rapport au précédent contrat de prestations (2021-2024). Cette hausse intervient dans un contexte budgétaire particulièrement tendu, marqué par le plan financier quadriennal (PFQ) 2025-2029, qui annonce des déficits importants et des contraintes fortes sur les finances cantonales.

La minorité estime que, dans ce contexte, il est impératif d'adopter une approche responsable et de contenir la progression des dépenses. Si l'importance des missions confiées à ces associations n'est pas remise en cause, il n'est pas acceptable d'augmenter les subventions alors que le canton peine à équilibrer ses comptes.

Afin de concilier la nécessité de soutenir ces associations et l'obligation de maîtriser les finances publiques, **la minorité a proposé un amendement visant à :**

- **maintenir les montants 2024 pour les années 2026 à 2028, sans remettre en cause les prestations existantes ;**
- **conserver le montant prévu pour 2025, déjà validé dans le cadre du budget.**

Cet amendement (annexé) a été refusé par 8 voix contre 7 lors du vote en commission.

Pour une question de responsabilité budgétaire, le canton ne peut continuer à augmenter les subventions sans tenir compte des contraintes financières et des déficits annoncés.

Le dépôt tardif du projet de loi empêche un débat serein et une analyse approfondie à cause de l'absence de planification du Conseil d'Etat.

Un retour aux montants 2024 ne supprime pas les prestations existantes, mais limite l'augmentation. Il n'y a donc pas de coupes, alors que, au contraire, cette hausse sans contrepartie crée un précédent pour d'autres contrats de prestations, aggravant la situation budgétaire.

La minorité vous recommande donc de rejeter le projet de loi tel que présenté ou de revenir à une enveloppe conforme aux montants 2024 pour les années 2026 à 2028, afin de préserver l'équilibre budgétaire sans compromettre les prestations essentielles.



RÉPUBLIQUE ET CANTON DE GENÈVE

GRAND CONSEIL

DEMANDE D'AMENDEMENTS

Présentée par Jacques Béné

Concerne : PL 13678

TEXTE

Projet de loi

accordant une aide financière d'un montant total de 10 647 627 francs aux associations Groupe santé Genève (5 652 866 francs), Dialogai (3 583 074 francs), PVA (625 482 francs) et Boulevards (786 205 francs) pour les années 2025 à 2028

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
décrète ce qui suit :

Art. 2 Aide financière (al. 1 modifié)

¹ L'Etat verse, au sens de l'article 2 de la loi sur les indemnités et les aides financières, du 15 décembre 2005, des aides financières monétaires d'exploitation d'un montant annuel total de 2 988 255 francs en 2025, 2 553 124 francs en 2026, 2027 et 2028, réparties comme suit :

- a) Association Groupe santé Genève :
1 662 500 francs en 2025 ;
1 330 122 francs en 2026, 2027 et 2028 ;
- b) Association Dialogai :
914 520 francs en 2025 ;
889 518 francs en 2026, 2027 et 2028 ;
- c) Association PVA :
180 000 francs en 2025 ;
148 494 francs en 2026, 2027 et 2028 ;
- d) Association Boulevards :
231 235 francs en 2025 ;
184 990 francs en 2026, 2027 et 2028.

Art. 3 Programme (al. 1 et 2 modifiés)

¹ Ces aides financières sont inscrites au budget annuel de l'Etat voté par le Grand Conseil sous le programme K03 « Sécurité sanitaire, promotion de la santé et prévention » pour un montant total de 2 788 255 francs en 2025, 2 353 124 francs en 2026, 2027 et 2028, et sous le programme C01 « Mesures et soutien financier individuel en matière d'action sociale » pour un montant annuel total de 200 000 francs.

² Les montants sont répartis sous les rubriques suivantes :

- 06172111 363600, projet S180330000 Groupe santé Genève pour un montant annuel total de 1 662 500 francs en 2025, 1 330 122 francs en 2026, 2027 et 2028 ;
- 06172111 363600, projet S180310000 (département de la santé et des mobilités) Dialogai pour un montant annuel total de 714 520 francs en 2025, 689 518 francs en 2026, 2027 et 2028 ;
- 08021100 363600, projet S170480000 (département de la cohésion sociale) Dialogai pour un montant annuel total de 200 000 francs en 2025, 2026, 2027 et 2028 ;
- 06172111 363600, projet S180410000 PVA pour un montant annuel total de 180 000 francs en 2025, 148 494 francs en 2026, 2027 et 2028 ;
- 06172111 363600, projet S180280000 Boulevards pour un montant annuel total de 231 235 francs en 2025, 184 990 francs en 2026, 2027 et 2028.

Exposé des motifs

Le projet de loi concerne les années 2025 à 2028. Ce projet a été déposé par le Conseil d'Etat, comme trop souvent beaucoup trop tard, le 13 août 2025 !!! soit alors que l'année 2025 était déjà bien entamée, empêchant ainsi les députés de remettre en cause le montant des aides pour l'année en cours, voire pour toute la durée des aides, car la remise en cause des acquis est toujours délicate. Le Conseil d'Etat met ainsi le parlement devant le fait accompli, ce qui n'est pas admissible.

En regard du PFQ 2025-2029 qui présage d'importantes difficultés financières pour le canton, cet amendement propose de maintenir le montant des aides au niveau de 2024 pour les années 2026 à 2028, ce qui ne remet donc nullement en cause les prestations. L'année 2025 étant quasiment terminée cet amendement tient compte du montant proposé par le Conseil d'Etat pour 2025, celui-ci ayant été validé dans le cadre du vote du budget 2025 par le parlement.

Les différences entre le projet de loi et cet amendement sont les suivantes par entité concernée :

[illegible]

* y compris CHF 200'000.- pour le Foyer (DCS)

Date de dépôt : 24 novembre 2025

RAPPORT DE LA SECONDE MINORITÉ

Rapport de Michael Andersen

Le présent rapport de deuxième minorité exprime la position du groupe UDC concernant le projet de loi 13678. Notre démarche n'a pas pour objectif de remettre en cause le contrat de prestations ni les bénéficiaires concernés. Toutefois, le contexte financier actuel du canton impose une rigueur qui nous oblige à refuser toute augmentation de charges qui ne serait pas compensée.

Notre position découle d'un constat évident : Genève n'a plus les moyens financiers d'élargir son périmètre de ses dépenses.

Une situation financière devenue critique

Le budget 2026 prévoit un déficit de plus de 700 millions de francs, un niveau qui confirme la dérive structurelle des comptes de l'Etat. Les recettes fiscales exceptionnelles des années 2022, 2023 et 2024 relevaient d'un contexte conjoncturel extraordinairement favorable. Les conditions géopolitiques et économiques actuelles confirment que ces revenus ne se répéteront pas dans un futur proche.

Le levier fiscal est fermé : Genève est au maximum de ce qu'elle peut prélever

Les Genevois supportent déjà la pression fiscale la plus forte de Suisse. L'idée d'augmenter encore les recettes est non seulement irréaliste, mais dangereuse pour l'attractivité du canton, pour les contribuables fortement mobiles et pour les entreprises qui participent au dynamisme local. Ce levier fiscal étant fermé, toute amélioration des finances publiques doit passer par une gestion rigoureuse des dépenses.

L'unique voie responsable : contenir les dépenses

Face à l'impossibilité d'augmenter les recettes, la seule politique financière crédible consiste à maîtriser strictement les dépenses. Le projet de loi 13678, bien que doté d'objectifs respectables, engendre une augmentation de charges publiques que le canton n'a plus la capacité d'assumer. Pour le seul Groupe

santé Genève, la subvention annuelle passerait de 1,33 million de francs (niveau maintenu entre 2021 et 2024) à 1,662 million, soit une augmentation de 25%.

Nous réaffirmons que chaque dépense récurrente supplémentaire, même limitée, agit comme un multiplicateur budgétaire à long terme.

Une exception strictement définie : une économie équivalente, clairement identifiée

Le groupe UDC souhaite préciser que la seule exception acceptable à un refus consisterait en la présentation d'une économie équivalente à l'augmentation proposée. Cela nécessiterait des choix politiques courageux, choix qui sont malheureusement trop souvent absents en période de « beau temps » budgétaire, lorsque l'argent semblait couler à flots sans contraintes. Nous appliquerons exactement la même logique et la même fermeté lors de l'examen des crédits supplémentaires présentés devant la commission des finances : pas de dépense nouvelle sans économie équivalente.

Une position responsable et constante

Notre refus ne vise ni les institutions ni la nature des prestations. Il vise uniquement la dynamique financière qu'entraîne ce projet de loi. Pour assainir les finances cantonales, il est indispensable de mettre un terme à l'augmentation systématique et structurelle des charges.

Conclusion

Dans un contexte marqué par un déficit massif, par la fin des recettes exceptionnelles et par l'impossibilité d'augmenter la pression fiscale déjà excessive, il est de notre devoir de refuser toute nouvelle charge non compensée. Le projet de loi 13678, en l'état, ne respecte pas cette exigence minimale de responsabilité financière. Pour ces raisons et compte tenu de l'amendement qui a été refusé par une majorité de la commission, le groupe UDC recommande le rejet du projet de loi.